

ration de l'indépendance, 4^e entrer en rapport avec quelques puissances de l'Europe.

De novembre 1775 à mai 1776, le Congrès travailla pour persuader chaque colonie de se former un gouvernement régulier et il y réussit presque partout. Dans le nord, le nom du roi fut conservé en tête des nouvelles institutions. Au sud, tout prit la forme républicaine. En avril 1777, la province de New-York fut la dernière à se donner un gouvernement.

Depuis dix ans, le roi était à lui tout seul le gouvernement britannique, aussi était-il détesté encore plus que ses ministres qu'il installait et démettait à sa guise en restant toujours la volonté et l'âme de l'administration. Toutefois, à l'égard des colonies, l'opinion publique des Trois-Royaumes se modelait sur l'attitude hostile du souverain, du ministère et du parlement qui se laissait faire avec une indifférence coapable. George III tablait sur cette situation. Après le mois de juillet 1775, où l'on apprit l'affaire de Bunker's Hill, il se répandit un plus grand désir de soumettre les rebelles par la force et le roi fut autorisé à envoyer des troupes. Le commerce et l'industrie déploraient cette politique, sans parvenir à se faire entendre—Pitt, Fox et Burke au parlement, n'étaient point écoutés. Nous sommes dans la période (1765-1783) la plus déplorable de la politique anglaise.

II

Le sieur de Bonvouloir, envoyé secret du gouvernement de Versailles, exprimait devant le Congrès, en 1775, les sympathies de Louis XVI pour la cause américaine. On y vit d'abord comme une ouverture qui serait suivie d'une aide efficace, mais bientôt on crut deviner dans cette démanche une arrière-pensée au sujet du Canada, sur quoi Bonvouloir protesta avec vigueur que rien de semblable n'était prémédité. C'est la première trace aujourd'hui connue de la question qui nous occupe. Avant et après 1775, il y eut des agents secrets qui tinrent la cour de France parfaitement renseignée sur ce qui se passait et se disait dans les treize colonies. Bonvouloir en était un, et des plus adroits à glaner des nouvelles comme à observer la marche des événements. Il appuyait sur la note: "Nous ne pensons point au Canada."

Voyons pourquoi il parlait ainsi. La masse du peuple français était trop misérable et trop ignorante pour penser, elle est hors de compte, mais ce que l'on nomme "opinion publique" existait dans les classes plus élevées, à partir du petit bourgeois en allant jusqu'au due et pair, car le souvenir des colonies françaises d'avant 1763 y était resté amer, désagréable comme une chose qu'il ne fallait pas recommencer. Ce n'est ni Voltaire ni son groupe qui ont inventé les "arpents de neige", c'est toute la France pensante. Vers 1770,